

Article 2 : Le Secrétaire Général du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

**Ministère de l'Équipement, de
l'Urbanisme et de l'Habitat**

Actes Réglementaires

Décret n°2007-217 du 12 Décembre 2007 Portant Création d'un établissement public à caractère administratif dénommé « Etablissement pour Réhabilitation et la Renovation de la ville de Tintane ».

Article Premier: Le présent décret porte création d'un établissement public à caractère administratif à objet technique conformément aux dispositions de l'article 5 de l'ordonnance 90-09 du 04 Avril 1990 portant statut des établissements publics et des sociétés à capitaux publics et régissant les relations de ces entités avec l'Etat, dénommé « Etablissement pour la Réhabilitation et la Renovation de la ville de Tintane (ERRT) ».

Cet établissement, placé sous la tutelle technique du Ministère de l'Enseignement, de l'Urbanisme et de l'Habitat et la Tutelle Financière du Ministère chargé des Finances, a son Siège à Tintane dans la Wilaya du Hodh El Gharbi.

Article 2: L'Etablissement pour la Réhabilitation et la Renovation de la ville de Tintane a pour mission la mise en œuvre et le suivi de l'exécution du Projet de Réhabilitation et de Renovation de la ville de Tintane.

Il est chargé, dans le respect de la réglementation urbaine et des normes environnementales, de l'exécution du projet suivant les objectifs arrêtés par l'Etat dans le document du projet de Réhabilitation et de Renovation de la ville de Tintane.

A ce titre, il :

- Prépare les études d'exécution des sous projets des différentes composantes du Programme ;
- Prépare et lance les appels d'offres ;
- Évalue les offres et propose les adjudications y afférentes ;
- Signe et notifie les marchés quel qu'en soit le seuil ;
- Supervise l'exécution et gère ces marchés ;
- Procède à la réception des travaux en collaboration avec les bénéficiaires ;
- Participe avec les autorités administratives à l'identification des bénéficiaires des lots et des ménages éligibles aux logements ;
- Procède au paiement des prestataires de service ;
- Prépare les rapports d'avancement du programme et les rapports d'évaluation et d'audit technique et financier effectué par un organe indépendant ;
- Assure l'interface entre l'administration et les bailleurs de fonds ;
- S'occupe de toute autre activité liée au Projet et qui

concourt à l'atteinte de ces objectifs.

Chapitre I : Organisation et Fonctionnement

Article 3: Conformément aux dispositions de l'article 5 de l'ordonnance 90-09 du 04 Avril 1990 portant statut des établissements publics et des sociétés à capitaux publics et régissant les relations de ces entités avec l'Etat, le présent décret prévoit des règles d'assouplissement portant notamment sur la gestion administrative, financière et comptable.

Article 4: L'Etablissement pour la réhabilitation et le rénovation de ville de Tintane est administré par un conseil d'administration dont la composition de présente comme suit :

Président :

- Le Wali du Hodh El Gharbi

Membres :

- Le trésorier régional de la Wilaya du Hodh El Gharbi ;
- Le Directeur Régional de l'Education Nationale du Hodh El Gharbi
- Le Directeur Régional de la Santé du Hodh El Gharbi ;
- Le Délégué Régional du MEUH au Hodh El Gharbi ;
- Le Représentant Régional des Transports au Hodh El Gharbi ;
- Le Représentant Régional du Ministère de l'Hydraulique, de l'Energie et des TICs au Hodh El Gharbi
- Le Représentant Régional du Ministère Délégué auprès du

premier Ministre, Chargé de l'Environnement au Hodh El Gharbi

- Le représentant régional du Commissariat à la Protection Sociale et à la Sécurité Alimentaire au Hodh El Gharbi ;
- Le Hakem de Tintane ;
- Le Maire de Tintane ;
- Un Représentant des ONGs opérant à Tintane.

Le secrétariat du conseil d'administration est assuré par le Directeur de l'ERRT.

Article 5: Le Conseil d'Administration désigne en son sein un Comité de Gestion.

Article 6: L'ERRT est dirigé par un Directeur nommé par décret pris en Conseil des Ministres sur proposition du Ministre de l'Equipement, de l'Urbanisme et de l'Habitat. Il est mis fin à ses fonctions dans les mêmes formes.

Chapitre II : Régime Administratif, comptable et financier

Article 7: Les ressources de l'ERRT sont constituées des subventions accordées par l'Etat au titre du projet, des dons et legs ou de toute autre source de financement. Le budget de l'ERRT est soumis à l'approbation du Ministère de l'Economie et des Finances.

Article 8: Les comptes de l'ERRT sont tenus selon les règles de la comptabilité publique. Ils doivent faire l'objet d'un audit régulier. Ils sont soumis également à la vérification à posteriori par un commissaire aux comptes peuvent

être vérifiés par tout organe de contrôle de l'Etat.

Article 9: Par dérogation aux dispositions du décret n°2002-08 du 12 février 2002 portant Code des Marchés publics (art 166), il est institué au sein du ERRT, une commission spéciale des marchés compétente pour passer tous les marchés du ERRT sans limitation de seuil.

La composition de ladite commission sera précisée par arrêté du Ministre de l'Équipement, de l'Urbanisme et de l'Habitat.

Article 10: Le personnel subalterne ou temporaire du ERRT est régi par les dispositions du code de travail et de la Convention collective.

Article 11: Le Ministre de l'Équipement, de l'Urbanisme et de l'Habitat, le Ministre de l'Economie et des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

Ministère des Transports

Actes Réglementaires

Décret n°2007-209 du 11 Décembre 2007 modifiant ou abrogeant certaines dispositions du décret n°94-097 du 23 Octobre 1994, portant création d'un Etablissement Public à caractère industriel et commercial, dénommé « Etablissement National de l'Entretien Routier » (E.N.E.R).

Article Premier: Certaines dispositions du décret n°94-097 du 23 Octobre 1994 portant création

de l'Etablissement National de l'Entretien Routier (E.N.E.R) sont modifiées ainsi qu'il suit :

Article 1: Il est créé un établissement public à caractère industriel et commercial, dénommé Etablissement National de l'Entretien Routier (E.N.E.R), doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière. Cet établissement est placé sous la tutelle technique du ministre chargé des transports et sous la tutelle financière du ministre chargé des finances.

Article 5: L'ENER est administré par un organe délibérant dénommé « conseil d'administration » qui comprend, outre le Président, les membres suivants :

- Un représentant du Ministère chargé de l'Economie,
- Le Directeur Général des Transports Terrestres,
- Le Directeur de l'Aménagement du Territoire,
- Le Directeur Général Adjoint du Budget,
- Le Directeur Adjoint des Infrastructures de Transports,
- Le Directeur de la Protection de la nature au Ministère chargé de l'Environnement,
- Un représentant des fédérations des transports,
- Un représentant du Personnel de l'ENER.

Article 15: L'organisation de l'ENER est établie par le Directeur Général et soumis à l'approbation du conseil d'administration.

Article 19: Les dépenses de l'établissement sont régies par les